Géorgie: avant-bilan

Description

Après onze années d'un pouvoir mal assuré, Edouard Chevardnadzé voit son mandat, qui expire en 2005, prendre des accents de fin de règne. L'heure du bilan approche et l'on peut d'ores et déjà mesurer les résultats du vieil apparatchik à la lumière des espoirs que son accession à la tête de l'Etat avait suscités.



Réélu en 2000 avec 74 % des voix, seul homme d'Etat géorgien pouvant prétendre préserver un semblant d'unité nationale, Edouard Chevardnadzé n'a cependant jamais réussi à faire oublier les conditions suspectes de son accession au pouvoir, dans la foulée d'un putsch d'aventuriers manipulés par le KGB. Surtout, il n'a jamais réussi, malgré ses ambitions et ses efforts, à sortir du chaos de la fin du communisme un pays pourtant favorisé par la nature.

L'habileté d'un vieux routier des affaires internationales

Edouard Chevarnadzé est appelé au pouvoir en mars 1992 par la troïka qui vient de renverser Zviad Gamsakhourdia, président élu quelques mois plus tôt, et en toute légalité, avec 87 % des suffrages. Il connaît les grands défis qui lui font face: ramener la concorde civile, conserver l'unité du pays en enrayant les sécessions abkhaze et ossète, faire reconnaître la Géorgie par les Occidentaux, tout en se préservant du grand frère russe dont il connaît les exigences stratégiques et les méthodes musclées.

Pour atteindre ses objectifs, Chevardnadzé a l'habileté et la compétence d'un vieux routier des affaires internationales. Chacun se souvient de la détermination et du talent qu'il a déployés en 1990, lors la réunification allemande, en tant que ministre des Affaires étrangères de l'URSS. Il en a conservé l'amitié fidèle de James Baker et de Hans-Dietrich Genscher et espère bien en retirer des dividendes au profit de la Géorgie.

De fait, dès 1992, en un temps record si l'on considère l'instabilité du pays, le nouveau maître obtient l'admission de son pays à l'ONU et son entrée au Conseil de l'Europe. Il ne cache à aucun de ses interlocuteurs qu'il vise aussi l'accès à l'Union européenne et à l'OTAN.

La pacification intérieure est plus difficile à réaliser. A trois ou quatre reprises, la vie de Chevardnadzé est menacée. L'élimination physique de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia, le 31 décembre 1993, ne désarme pas ses partisans. Les zviadistes se recrutent en nombre parmi les Mingrèles. Cette population constitue la majorité des réfugiés d'Abkhazie : trois ou quatre cent mille personnes, contraintes de s'entasser dans les camps de la région de Zugdidi ou d'occuper les vieux complexes hôteliers de Tbilissi.

Difficile pacification intérieure

Le « parti des réfugiés » gangrène la vie politique de la Géorgie, alimentant une agitation permanente. Le mal chronique des rivalités ethniques, ossète, abkhaze, adjare, arménienne, en garantit le renouvellement. Les Russes utilisent les minorités contre l'aspiration des Géorgiens à la souveraineté.

Si le conflit ossète prend fin au prix d'une large autonomie consentie par la Géorgie, la question abkhaze n'est pas réglée. Les cent mille Abkhazes, victorieux en 1993 grâce à l'appui militaire des Russes et des autres minorités du territoire, se sont auto-proclamés indépendants. Forts de la garantie de l'ONU, qui stabilise la ligne de cessez-le-feu sur le fleuve Ingouri, protégés par les forces russes de « maintien de la paix », ils s'opposent à toute évolution et, en

particulier, au retour des réfugiés.

Sous la férule du rusé Aslan Abachidzé, dont le népotisme s'inscrit dans la continuité des affaires d'une vieille famille qui administre le territoire en bonne relation avec les Turcs depuis plus de trois siècles, l'Adjarie autonome se comporte en entité indépendante. Elle prend de plus en plus ses distances avec Tbilissi, en s'affranchissant si nécessaire de la constitution fédérale. A la frontière sud, la forte minorité arménienne de Djavakhétie s'inquiète des velléités géorgiennes et des menaces de démantèlement de la base militaire russe, qui apporte du travail aux populations et les rassure vis-à-vis des Géorgiens.

Dernier point noir, l'encombrant dossier de la vallée de Pankisi. Zone de non-droit située aux confins nord-est du pays, la vallée sert de refuge aux combattants tchétchènes. Cette frontière est le lieu de tous les trafics: armes, soutien logistique de la dissidence, drogue permettant son financement. Par complaisance ou impuissance, les autorités géorgiennes sont longtemps restées passives. Mais les violences en Tchétchénie incitent les Russes à traquer sans répit les « terroristes ». Le chantage à l'intervention punitive qu'ils exercent sur la Géorgie, pour la contraindre à supprimer les «facilités» accordées aux Tchétchènes, est pour Chevardnadzé une humiliation nationale. En outre, l'ingérence met en évidence l'alliance tacite, au nom de l'anti-terrorisme, entre la Russie de Poutine et l'Amérique de Bush. Nul doute que le président, qui a toujours souhaité un engagement résolu des Etats-Unis, aurait préféré recevoir les conseillers militaires américains dans des circonstances plus valorisantes!

Entre Chevardnadzé et la Russie, plane un évident mais indicible contentieux. Parvenu au pouvoir sous les auspices de la Russie et de ses services, exaspéré par le nationalisme excessif de Gamsakhourdia, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev a tenté de s'émanciper, notamment en refusant l'entrée de son pays dans la Communauté des Etats Indépendants (CEI). Mais sous l'effet des conflits d'Ossétie, de la fronde zviadiste et de la dissidence abkhaze, il s'est finalement résigné à une intégration peu glorieuse. La Géorgie s'emploie désormais à animer les courants d'opposition au sein de la CEI, demandant inlassablement le démantèlement des bases militaires russes et la fin du mandat de l'ONU en Abkhazie.

Bilan économique décevant

Le bilan économique de Chevardnadzé est décevant. Dans ce pays réputé pour son agriculture[1], les plantations de thé sont dans un triste état et le pays d'origine de la vigne mise sur des entreprises californiennes pour relancer la vinification ! La déstructuration industrielle qui a suivi la fin de l'URSS s'est traduite par le départ des techniciens qualifiés, la chute de la production et la hausse du chômage. La Géorgie, qui rêve au pactole pétrolier de la mer Caspienne, souffre paradoxalement d'un manque d'énergie: les habitants de Tbilissi ne bénéficient que de huit à dix heures d'électricité par jour. Les Russes peuvent ainsi utiliser la vente de gaz comme moyen de pression politique.

Emigration, trafics, contrebande, corruption, économie grise, insécurité, manifestations de colère, sont autant de répercussions de l'appauvrissement. La dette extérieure, qui avoisine les deux milliards de dollars, freine toute politique de développement. L'appui des grandes puissances occidentales, verbal plus que réel, figure parmi les grandes désillusions d'Edouard Chevardnadzé. Le président géorgien comptait sur les amitiés américaine et allemande, forgées à la fin des années quatre-vingts, mais les investissements n'ont pas suivi les encouragements. En 1997, la presse géorgienne évoquait la visite d'un sénateur américain en l'affublant du titre de « Monsieur cent millions de dollars pour la démocratie » ! Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent...

Ses grands prédécesseurs envoyèrent des ambassades auprès de Charlemagne, du pape ou de Louis XIV. Edouard Chevardnadzé a compris qu'il fallait miser sur l'aide occidentale. Il a fait le tour des grandes capitales, faisant la promotion de son pays. Malgré certaines déceptions, le travail a été utile. L'Union européenne apporte une aide importante au Caucase et à la Géorgie. Elle est le premier pourvoyeur d'aide humanitaire, économique et alimentaire. Le programme européen TACIS a permis d'améliorer la production agricole. Mais ce dont souffre le plus la Géorgie, c'est de la faiblesse des perspectives politiques et de l'incertitude quant à son avenir.

La chute du communisme a sorti le Caucase en général et la Géorgie en particulier du cul-de-sac dans lequel l'enfermait l'URSS. Le terrain est désormais ouvert à toutes les convoitises, à toutes les concurrences, pour le meilleur et pour le

pire. Les enjeux pétroliers en sont le cœur. L'oléoduc Bakou-Soupsa[2] est opérationnel depuis avril 1999. La Géorgie est un acteur majeur du grand jeu qui entoure la question du transport du pétrole brut de la Caspienne. Un pétrole qui cristallise les appétits et les tensions.

A la tête d'un pays coincé entre le marteau russe et l'enclume de la mondialisation occidentale, le successeur de Chevardnadzé sera sans doute confronté au même défi que son prédécesseur : la difficile quête de l'unité nationale et de la souveraineté. L'ampleur de cette tâche incite à juger le bilan Chevardnadzé avec une certaine indulgence.

* Fantassin de formation, ancien cadre de l'IHEDN. A servi six mois en Abkhazie en 1997 comme adjoint du général commandant la mission d'observation de l'ONU.

[1] Il faut relire les passages très humoristiques que Nina et Jean Kéhayan consacrent à la richesse jalousée des Géorgiens, dans Rue du prolétaire rouge.
[2] Il n'est pas anodin que Soupsa-Poti, situé en dehors du territoire adjare, ait été préféré à Batoumi, malgré l'ancienneté des traditions portuaires de cette ville.

Photo : Edouard Chevarnadze en 1997 (Par Robert D. Ward — Domaine public)



Retour en haut de page

date créée
01/04/2003
Champs de Méta
Auteur-article : le Général (2°S) BUTTAY*